

Questions au Feuilleton

[Français]

RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES SOCIALES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter le deuxième rapport du comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

[Note de l'éditeur: Le texte des rapports figure aux Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

LA LOI SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

MESURE ÉTABLISSANT LA NOUVELLE POLITIQUE

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre des Communications) demande à présenter le bill C-16, concernant les télécommunications au Canada.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Traduction]

LA LOI SUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES

MESURE VISANT À ASSURER LA SÉCURITÉ DU PUBLIC ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports et ministre de la Justice) demande à présenter le bill C-17, tendant à assurer la sécurité du public et la protection de l'environnement au cours du transport des marchandises dangereuses.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LES LOIS CONCERNANT LES GARDIENS DES PORTS DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL

MESURE MODIFICATIVE

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports et ministre de la Justice) demande à présenter le bill C-18, tendant à modifier l'acte pour pourvoir à la nomination d'un gardien de port pour le havre de Québec et à modifier l'acte à l'effet d'amender et de refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Yvon Pinard (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 147, 247, 249, 256, 257, 271, 272, 274 et 417.

Je demande que les autres questions soient réservées.

[Texte]

LES BUREAUX DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS

Question n° 147—**M. Forrestall:**

- Où sont situés les bureaux de services juridiques des pensions au Canada?
- Combien de conseillers juridiques des pensions sont affectés à chacun des bureaux?
- Depuis 1970, combien de demandes ont été traitées annuellement dans chaque bureau?

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants):

1. Saint-Jean (Terre-Neuve)	2. 1
Charlottetown, (I.-P.-É)	1 (temps partiel)
Halifax, Nouvelle-Écosse	3
Saint-Jean, Nouveau-Brunswick	2
Québec, P.Q.	2
Montréal, P.Q.	3
Ottawa, Ont.	4
Toronto, Ont.	1
Hamilton, Ont.	1
London, Ont.	3
North Bay, Ont.	1
Winnipeg, Man.	3
Regina, Sask.	1
Saskatoon, Sask.	0 (desservi par Regina)
Calgary, Alb.	1
Edmonton, Alb.	1
Vancouver, C.-B.	3
Victoria, C.-B.	2

3. Bureau de services juridiques des pensions—Demandes à la Commission canadienne des pensions, Demandes d'audition par un comité d'examen et d'admissibilité, et appels au conseil de révision des pensions, par districts—1969-1970 à 1977-1978

Bureau de district	1969-1970	1970-1971	1971-1972	1972-1973	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978
Saint-Jean (Terre-Neuve)	117	88	180	150	110	117	125	161	211
Charlottetown	127	74	209	167	209	166	187	204	259
Halifax	534	435	833	1159	1167	959	1261	1716	1528
Saint-Jean, (N.-B.)	344	303	334	494	579	422	522	670	621
Québec	405	404	412	482	490	413	442	638	399
Montréal	534	442	624	871	969	994	1061	1180	1275
Ottawa	1014	838	1055	1256	1283	1326	1482	1759	1531